



PRENDRE L'AVENIR
EN MAIN. 2015



AU FOND, JE SUIS UNE GRANDE OPTIMISTE.

Bien que mes fonctions m'obligent à évaluer les enjeux et les dangers qui se pointent à l'horizon, je sais que des citoyens qui travaillent ensemble peuvent surmonter bien des difficultés. C'est ce qui fait de nous des Canadiens : la conviction qu'en travaillant fort, nous pouvons prendre en main notre avenir.

Le programme du Parti vert représente le Canada, notre démocratie, notre économie, nos collectivités, notre avenir. Il parle des gens, de chacun d'entre nous, de la place que nous occupons au pays et des services essentiels dont nous avons tous besoin pour vivre en sécurité, heureux, comblés de nos richesses communes.

Certains pensent que le Parti vert est le parti d'une seule idée : ce n'est pas vrai. En effet, vous me connaissez comme celle qui s'est tenue debout depuis quarante ans dans le but de protéger l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et la terre qui nous fait vivre. Mais vous savez aussi que je suis une fervente défenseuse de démocratie, de politiques économiques sensées, de respect et d'ouverture, de justice et d'équité.

Regardez ce que nous proposons pour faire du Canada un pays tourné vers l'avenir. Mais n'arrêtez pas là. Posez-nous les dures questions sur la façon dont nous allons collaborer avec les autres partis lors de la prochaine législature pour agir pour le bien-être du pays. Ensuite posez ces mêmes dures questions aux autres leaders. Vous méritez des réponses. Les promesses ne sont tout simplement pas suffisantes.

Notre programme porte sur quatre enjeux principaux : l'économie, les communautés, le gouvernement et le climat. Ces politiques ont été élaborées démocratiquement par des citoyens venant de tous les horizons au Canada, de chaque province, de chaque territoire et de chaque terre ancestrale.

Les Canadiens m'inspirent. En tant que leader du Parti vert, je travaille fort pour que les citoyens soient entendus. Je veux aider les citoyens qui ont besoin d'aide, appuyer les petites entreprises et les communautés locales pendant que nous devenons plus forts. Plus que jamais, lors de cette élection, les Canadiens peuvent voter selon leurs convictions, non pas avec peur, mais plutôt avec espoir. Vous trouverez, à la lecture de ce programme, l'optimisme, la confiance et des projets terre-à-terre conçus par des Canadiens dans une perspective d'un meilleur avenir.

J'espère qu'ils vous inciteront à vous joindre à nous et à voter Vert le 19 octobre.



Elizabeth May
Cheffe du Parti vert du Canada

PRENDRE L'AVENIR EN MAIN.

NOTRE VISION D'UN CANADA FORT,
SÉCURITAIRE ET DURABLE.



DANIEL GREEN, VILLE-MARIE – LE SUD-OUEST – ÎLE-DES-SOEURS
MARIO LECLERC, LONGUEUIL – CHARLES-LEMOYNE

Le Canada demeure un îlot de paix, de liberté et de stabilité dans un monde de conflits et d'incertitudes.

Les Canadiens sont issus d'une population unie par le travail acharné, le respect mutuel et par la collaboration. Nous savons que ce sont nos familles, nos collectivités et notre travail d'équipe qui nous rendent forts. Nous considérons la diversité de notre nation non comme un poids, mais plutôt comme une force partagée, une source de fierté.

Ensemble, nous avons bâti l'un des pays les plus riches au monde, enrichi d'une population compétente et pleine de ressources, de ressources naturelles abondantes et d'une économie hautement productive. Nous avons bâti un pays doté d'un régime de santé universel, d'une éducation publique, d'un filet de sécurité sociale qui nous protège lors de périodes difficiles et d'un régime de prestations qui nous assure une sécurité à la retraite. Au cours des dernières années, les valeurs nationales, l'environnement naturel et les qualités individuelles qui nous ont permis de bâtir le Canada que nous connaissons et aimons, ont été durement mis à l'épreuve.

Au lieu de créer de bons emplois, stables et bien rémunérés, les Conservateurs de Stephen Harper ont affaibli l'économie canadienne en la concentrant uniquement sur le développement d'industries polluantes. Ils ont manqué à leurs responsabilités de dirigeants en sabrant dans les services essentiels publics, en subventionnant les sociétés multinationales étrangères et en accordant des réductions fiscales à la minorité la mieux nantie. Ils ont accordé des privilèges aux sociétés étrangères et nous ont assujettis aux intérêts des investisseurs de la République populaire de Chine. Ils ont omis de nous unir en cas de conflit et d'incertitude, préférant choisir cyniquement de diviser notre nation à des fins partisanes. Ils n'ont pas réagi face à la crise climatique, préférant jouer notre avenir avec toujours plus d'oléoducs, en plus de fractionner les sols pour l'extraction de gaz et de permettre le passage de pétroliers dangereux sur nos cours d'eau.

En vue de surmonter les effets pervers de ces dix dernières années, notre programme vise à établir un plan pour faire progresser le Canada et restaurer les valeurs qui ont fondées notre pays.

Notre plan économique consiste à investir auprès des citoyens, à la création de bons emplois, tout en mettant l'accent sur les compétences, le savoir et le développement des ressources durables. Notre plan prévoit le renforcement des collectivités comme fondement d'un pays solide et garantit des investissements dans les infrastructures, en éducation et dans les services essentiels de santé pour faire de notre vision une réalité.

Ce plan propose des réformes démocratiques qui auront pour incidence de rendre nos politiciens plus responsables, notre parlement plus accessible et notre système électoral plus représentatif.

Notre plan est basé sur des solutions qui fonctionnent déjà ailleurs dans le monde. Nous financerons la recherche pour trouver de nouvelles solutions et augmenterons les impôts payés par les entreprises polluantes.

Actuellement le Canada fait bande à part en omettant tout objectif ou toute stratégie nationale quant aux problèmes pressants auxquels sont confrontés les pays industrialisés. Nous sommes le seul pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui n'a aucune politique nationale de l'énergie, de logement, d'éducation, de transport, de services de santé, du climat ou de la culture. Nous comprenons que dans une fédération comme la nôtre, un seul échelon de gouvernement ou un seul parti politique ne détient pas toutes les réponses.

Nous devons réinventer les façons de prendre des décisions. Les Verts s'empresseront de créer un Conseil de gouvernements canadiens. En nous fondant sur la Conférence des premiers ministres (une instance ignorée par Stephen Harper), nous convoquerons un conseil composé de représentants de tous les paliers gouvernementaux : fédéral, provincial, territorial, municipal et local de même que les chefs des Premières nations, des Métis et des Inuits. Rassemblés autour d'une même table, ils élaboreront des objectifs nationaux publiquement en toute transparence. Chaque échelon de gouvernement mettra en œuvre la partie du plan relevant de sa compétence. Une harmonisation des politiques garantira l'imputabilité concernant l'utilisation des deniers publics. Ainsi, d'un commun accord, tous ces échelons de gouvernement mettront le Canada sur la voie d'un avenir prospère, durable, bâti sur l'équité et la justice.

Unis par cette vision commune du Canada, les députés verts du prochain Parlement seront vos champions locaux à Ottawa et travailleront en votre nom, au nom de votre famille et de votre collectivité.

Il est temps de prendre notre avenir en main.

NOS PRINCIPAUX ENGAGEMENTS

UNE ÉCONOMIE DURABLE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES.

- 10** Créer le Fonds canadien des générations durable
- 10** Élaborer un Plan national de création d'emplois durables
- 13** Effacer la dette des étudiants canadiens d'aujourd'hui et abolir les droits de scolarité aux fins de l'éducation collégiale et universitaire du Canada de demain
- 14** Créer des partenariats avec les Premières nations en vue d'un développement des ressources vraiment responsables dans l'intérêt public à long terme
- 14** Mettre les PME canadiennes au premier plan
- 15** Appuyer les produits sains locaux et la sécurité alimentaire

DES COLLECTIVITÉS SOLIDES PARCE QUE LE CANADA DÉPEND DE NOUS.

- 18** Défendre les services de santé publics du Canada
- 19** Mettre en œuvre une Stratégie nationale pour les aînés
- 20** Éradiquer la pauvreté et corriger les inégalités
- 21** Renforcer les premières nations et des collectivités autochtones
- 22** Réinvestir dans CBC – Radio-Canada, les arts et la culture du Canada, la télévision et le cinéma
- 23** Protéger Postes Canada
- 23** Garantir la préparation aux catastrophes dans nos collectivités



UN BON GOUVERNEMENT PARCE QU'IL EST TEMPS DE RÉTABLIR LA DÉMOCRATIE.

- 26** Élire des députés honnêtes, éthiques et travailleurs qui représentent vraiment leur collectivité
- 26** Rétablir la recherche scientifique au Canada et un processus décisionnel fondé sur la preuve
- 28** Créer un Conseil des gouvernements canadiens pour établir des objectifs et des priorités en collaboration avec tous les échelons de gouvernement
- 29** Abroger le projet de loi C-51 pour défendre la Charte canadienne des droits et le droit à la vie privée
- 30** Réformer notre système électoral
- 31** Défendre la souveraineté du Canada
- 31** Résilier l'héritage de Harper et remettre notre pays sur ses rails

DES MESURES CLIMATIQUES VIGOUREUSES PARCE QUE NOUS VIVONS ICI.

- 36** Défendre nos cours d'eau contre les oléoducs et les pétroliers dangereux
- 36** Stopper l'expansion des sables bitumineux
- 39** Mettre en œuvre une Stratégie canadienne solide sur le climat et l'énergie
- 39** Proposer de nouvelles lois sur la sécurité ferroviaire et de nouveaux investissements dans les chemins de fer du Canada
- 40** Mettre fin aux exportations de charbon thermique
- 40** Prendre le leadership à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Paris

NOTRE PLAN D'ACTION
EN DÉTAIL





MARY LOU BABINEAU, FREDERICTON
LUC MELANSON, MONCTON – RIVERVIEW – DIEPPE

UNE ÉCONOMIE DURABLE

POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES.

Le Canada frôle la récession pour la deuxième fois depuis que Stephen Harper est devenu premier ministre. Sa politique malavisée qui tend à éliminer le déficit, risque maintenant d'aggraver la récession.

Nous avons la technologie, nous avons les citoyens et nous avons les ressources. Nous formons l'une des plus riches nations du monde dans tous les sens du terme. Aujourd'hui, notre économie produit 50 pour cent plus de richesse par habitant qu'il y a une génération à peine. En dépit de la mauvaise gestion des Conservateurs, notre économie demeure solide.

Néanmoins, les Canadiens deviennent économiquement plus limités que jamais auparavant. En dépit du fait que les ménages nécessitent l'apport de deux revenus, la génération actuelle de familles est confrontée à des coûts de logement, d'éducation et de garde d'enfants de plus en plus hors de leur portée et font face à l'augmentation de dettes sans précédent. Les baby-boomers constatent que leurs enfants ne pourront jamais profiter du niveau de vie dont eux-mêmes ont pu bénéficier.

Pendant ce temps, nos dirigeants politiques répètent sans cesse que les coffres du gouvernement sont vides. Des réductions draconiennes du taux d'imposition des grandes sociétés ont permis l'accumulation de grandes quantités d'argent dans les comptes bancaires des grandes entreprises. L'ancien gouverneur de la Banque du Canada appelait cela « de l'argent mort » et il y en a beaucoup. Plus de 600 G\$, équivalant à 32 pour cent de notre PIB est détenu dans les comptes bancaires des sociétés, non

réinvestis et qui ne rapportent rien du tout, de l'argent qui ne profite à personne. Les vieux partis ont négligé de financer à temps les programmes essentiels et ont préféré proclamer qu'il n'y avait aucun argent frais pour les services de santé, l'éducation, les pensions, les infrastructures, la sécurité publique ou la recherche scientifique.

Cet écart grandissant entre la richesse sans précédent produite par l'économie canadienne et l'insécurité économique croissante des Canadiens nous oblige à prendre des mesures décisives pour bâtir à long terme une économie durable et profitable à tous les Canadiens.

Nous devons immédiatement renforcer les secteurs qui profitent d'un dollar canadien faible et investir dans le secteur manufacturier, le tourisme, les produits forestiers à valeur ajoutée et les industries culturelles. Nous devons renouveler l'engagement fédéral à promouvoir le tourisme et enfin accueillir la révolution économique du 21^e siècle tant attendue, celle des technologies propres.

Ces mesures agiront contre la baisse de notre productivité, conséquence des années Harper. Pour la première fois, le Canada traîne loin derrière les États-Unis en ce qui concerne la productivité. Nous sommes une nation d'innovateurs. Bien que les politiques de Harper aient annulé nos progrès économiques nous reléguant à un rôle secondaire de fin du 19^e siècle, les Canadiens sont déjà prêts à prospérer dans une économie durable et propre au 21^e siècle, où de plus en plus, la recherche et le développement d'innovations découleront de la fabrication de technologies propres.

PARCE QUE LES GÉNÉRATIONS FUTURES COMPTENT SUR NOUS,
NOS PRIORITÉS ÉCONOMIQUES SONT :

1 ÉTABLIR UN FONDS CANADIEN DES GÉNÉRATIONS DURABLE

Garantir durant les prochaines décennies un Fonds d'investissement en formation des compétences, en éducation, en efficacité énergétique, en développement des produits renouvelables et des technologies émergentes.

Nous capitaliserons ce fonds en augmentant les recettes grâce aux entrées du taux d'imposition aux grandes entreprises équivalant à celui de 2009 (19 %), à l'élimination des paradis fiscaux et des crédits d'impôt utilisés par les citoyens extrêmement riches, à la taxation de la pollution et du gaspillage, à la croissance de l'efficacité de notre régime fiscal et par des ententes provinciales en vue d'accroître les redevances sur l'exploitation des ressources.

Il est plus que temps d'effectuer une refonte de notre régime de taxation en l'orientant vers l'économie du 21^e siècle. En nous basant sur les principes fondamentaux de justice, d'efficacité et d'équité, nous éliminerons les

exemptions aux cas particuliers et les exemptions fiscales en faveur de l'intérêt des privilégiés. Ces allègements fiscaux à la pièce ont compliqué notre système fiscal en augmentant inutilement sa complexité. Nous ferons en sorte que le régime fiscal aide les Canadiens au lieu de les restreindre. Ces mesures feront en sorte que l'ensemble des Canadiens profite du régime fiscal.

Le Canada est l'un des endroits les plus sûrs au monde pour investir. Plutôt que d'investir à l'étranger, on investira la plus grande partie du Fonds canadien des générations durable ici au Canada, dans l'emploi, l'éducation, les infrastructures, les petites entreprises et les collectivités du pays.

2 METTRE EN PLACE UN PLAN NATIONAL DE CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES

Mettre les Canadiens au travail en investissant dans nos collectivités.

Bâtir une économie durable est une affaire sérieuse. Des cycles d'expansion et de récession dans l'industrie de l'extraction ont prélevé un lourd tribut aux familles et aux collectivités canadiennes; il est plus que temps d'investir dans des emplois durables, à long terme et locaux.

Le Fonds canadien des générations durable fera des investissements dans les métiers, l'apprentissage, l'éducation et garantira que chaque Canadien ait les compétences et la formation pour prospérer aujourd'hui et contribuer à bâtir le Canada de demain. Ces investissements dans la formation des compétences complètent les investissements ciblés dans les infrastructures nationales en matière d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable, de production, de mises à niveau numériques, de fabrication technopropre, de tourisme, d'économie créative et de technologies émergentes.

L'écart entre les besoins de financement des infrastructures de nos villes, et les fonds qu'elles reçoivent atteint des seuils critiques; le déficit des infrastructures du Canada est évalué à près de 350 G\$. Nous nous efforcerons de combler ce fossé en transférant 6,4 G\$ par année, un point de pourcentage de la TPS, aux infrastructures municipales, ce qui assurera à long terme une stabilité de financement aux municipalités canadiennes, créera de bons emplois locaux et bâtira des villes dynamiques, sécuritaires et habitables.

Nous créerons une Banque canadienne pour les infrastructures destinée à fournir des fonds plus solides et innovateurs, et à investir dans des partenariats, dont le but est de bâtir des ponts plus sécuritaires, de meilleures routes, des usines de traitement des eaux usées modernes, des logements abordables, un transport public efficace, ainsi qu'à augmenter la capacité d'accès à internet, mettant des milliers de Canadiens au travail se faisant.

Nous créerons d'autres emplois durables en rétablissant et en étendant les crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire pour inciter les individus et les entreprises à rendre leurs maisons et leurs entreprises plus efficaces énergétiquement par l'installation d'isolation à efficacité élevée, de chauffage à énergie solaire et électrique, d'électroménagers écoénergétiques et d'infrastructure d'accessibilité universelle. Nous lancerons une armée de charpentiers, d'électriciens et d'entrepreneurs pour nous attaquer aux édifices publics désuets tels les écoles, les universités et les hôpitaux, au prise avec des infiltrations d'eau afin de colmater les fuites qui augmentent les coûts et les gaz à effets de serre. Ces changements nécessaires à eux seuls, réduiront les émissions de carbone de trente pour cent à l'échelle nationale.



FRAN HUNT-JINNOUCHI
COWICHAN – MALAHAT – LANGFORD



GLENN SOLLITT
COURTENAY – ALBERNI

Il est temps de rompre le statu quo en éducation au Canada et d'abolir les droits de scolarité au collégial, à l'université et en formation professionnelle.

3 SABRER LA DETTE ÉTUDIANTE DU CANADA DÈS AUJOURD'HUI ET ANNULER LES DROITS DE SCOLARITÉ AU COLLÈGE ET À L'UNIVERSITÉ

Il est temps de rompre le statu quo en éducation au Canada et d'abolir les droits de scolarité au collégial, à l'université et en formation professionnelle. Qu'on pense à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Norvège, à la Suède ou à la Finlande, il a été démontré que la gratuité scolaire appliquée aux études postsecondaires augmentait la prospérité, l'égalité, la productivité et la compétitivité économique.

Nous commencerons à investir dans l'avenir du Canada en garantissant la gratuité des droits de scolarité pour les étudiants à moyens financiers insuffisants, incluant la fin du plafond de 2% des frais de scolarité pour les premières nations, les Métis et les Inuits. Grâce à des consultations et à la collaboration des gouvernements provinciaux, des universités et des collèges, nous abolirons d'ici 2020 les droits de scolarité en éducation post secondaire et en formation de compétences, éliminant ainsi le principal obstacle à la réussite scolaire. Nous savons que la réussite du Canada dépend d'une population éduquée; pourtant nous imposons à nos jeunes des dizaines de milliers de dollars de dette d'études. Notre plan est d'éliminer toute dette étudiante actuelle ou future jusqu'à 10 000 \$. Nous abolirons les frais d'intérêts sur les prêts aux nouveaux étudiants et nous augmenterons le financement des bourses.

Il est inacceptable aux yeux du Parti vert et il devrait être inacceptable à chaque Canadien que le taux de chômage chez les jeunes canadiens soit deux fois la moyenne nationale. Le taux de chômage réel des jeunes est probablement plus élevé dû aux faits que plusieurs jeunes abandonnent la recherche du premier emploi et ne sont plus considérés actifs sur le marché du travail.

Investir dans les compétences, la formation et l'éducation des Canadiens est un moyen assuré de créer de vrais emplois, l'épine dorsale de l'avenir du Canada en tant que superpuissance d'une économie durable. Bien que de nombreux jeunes décrocheurs sont piégés de ne pouvoir être embauchés à l'occasion du premier emploi par manque d'expérience, il devient nécessaire de soutenir l'obtention de ce premier emploi et d'augmenter leur chance d'acquérir cette première expérience. Les Verts créeront un service national communautaire et environnemental qui fournira 1 G\$ par année aux municipalités pour embaucher de jeunes Canadiens à intégrer le marché du travail qui s'avère nécessaire à une économie florissante.

4 CRÉER DES PARTENARIATS À LONG TERME AVEC LES PREMIÈRES NATIONS POUR UN DÉVELOPPEMENT VRAIMENT RESPONSABLE DES RESSOURCES DANS L'INTÉRÊT DE TOUS

Inaugurer une nouvelle ère de respect et de partenariat de nation à nation commence par la reconnaissance des droits et titres inhérents des premières nations.

Nous travaillerons de concert à la négociation des aménagements globaux en matière d'autonomie autochtone. Nous abolirons la *Loi sur les Indiens*. Notre Conseil des gouvernements canadiens inclut les dirigeants des premières nations, des Métis et des Inuits en tant que partenaires de plein droit dans le processus décisionnel intergouvernemental pour le bien de tous les citoyens – et pas seulement sur les questions autochtones.

Nous reconnaissons que les collectivités des premières nations ont été en première ligne de la lutte contre les projets de développement des ressources irresponsables comme l'oléoduc d'Enbridge. Nous collaborerons avec les premières nations ainsi qu'avec les provinces pour faire en sorte que le développement responsable des richesses et des ressources naturelles du Canada profite à tous les Canadiens. Il est impératif d'obtenir d'abord l'accord des peuples qui vivent sur ces territoires traditionnels.

Un développement responsable des ressources signifie vraiment d'assurer le rôle de fiduciaire du Canada sur les organismes vivants et les richesses naturelles. En établissant des règles strictes sur le développement industriel, nous avons l'intention de limiter le gaspillage et la pollution environnementale, de restreindre le contrôle étranger sur les ressources canadiennes et de mettre fin aux projets à haut risque de transport de bitume brut par oléoducs et pétroliers.

En investissant massivement dans la formation de compétences spécialisées, en étendant l'appui aux programmes de métiers et d'apprentissage et en augmentant la valeur par le traitement des ressources ici au Canada, nous créerons de bons emplois dans le secteur des ressources et dans les collectivités locales. Tout cela en garantissant aux Canadiens qu'ils auront leur mot à dire dans le développement de nos ressources.

5 PLACER LES PME CANADIENNES AU PREMIER PLAN

Voir à ce que les propriétaires de PME canadiennes et les entrepreneurs aient accès aux fonds dont ils ont besoin pour créer des emplois locaux et revitaliser l'économie locale.

Les PME et les Canadiens qui en sont propriétaires sont le moteur principal de notre économie. Ils créent plus d'emplois que tout autre secteur de notre économie. Ces revenus et profits restent dans la collectivité, fournissent des emplois stables. Leur flexibilité leur permet de répondre aux demandes du marché avant les multinationales.

Prioriser les PME canadiennes signifie la réduction de la paperasse, la mise en vigueur d'un principe « PME d'abord » et faire en sorte que les nouvelles lois et règlements fédéraux ravivent ce milieu économique pour que les entreprises et les entrepreneurs locaux puissent prospérer sans entraves.

Nous créerons une Subvention à la commercialisation des technologies vertes de 1 G\$ par année financée par le fédéral afin d'accélérer les technologies émergentes et donner aux entrepreneurs canadiens une longueur d'avance. En favorisant un plus grand accès du financement au démarrage, la Subvention à la commercialisation des technologies vertes aidera nos entrepreneurs à concurrencer à l'échelle internationale. Elle encouragera la mise en marché d'innovations vertes, fera croître notre économie durable et créera de bons emplois locaux.

6

FAVORISER L'ALIMENTATION LOCALE ET LES PETITS PRODUCTEURS

En cette ère où dominent les multinationales de l'alimentation, nous voulons rééquilibrer les forces en créant des économies locales fortes stimulées par les petits producteurs.

Le marché des aliments locaux et biologiques croît rapidement et une nouvelle génération de jeunes Canadiens veut adopter de nouvelles méthodes agricoles. Le démarrage d'entreprise dans ce domaine demeure toutefois ardu et entraîne un risque financier que le relèvé ne peut encourir.

Nous sommes convaincus que les Canadiens qui veulent se lancer en agriculture devraient recevoir l'appui nécessaire pour y arriver. Nous financerons l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), les marchés fermiers, les fermes et les producteurs à petite échelle, ainsi que les vignobles et les microbrasseries.

Enfin, nous changerons de cap en matière de recherche en priorisant le biologique et le durable plutôt que les biotechnologies et les élevages à haute consommation d'énergie. Nous entendons profiter des 20 années d'expériences du système des Plans agroenvironnementaux pour y parvenir.



MARCHÉ JEAN-TALON

www.marchespublics-mtl.com



VERGER
ÉRIC TANGUAY
MONTRÉAL

ALAIN DARSIGNY
FRUITS
ET
LÉGUMES
TEL: 278-1124



DES COLLECTIVITÉS FORTES

PARCE QUE LE CANADA DÉPEND DE NOUS.

Au fond, le Canada est une collectivité de collectivités qui travaillent de concert selon des objectifs partagés. Notre pays a besoin d'un gouvernement qui investira dans les fondements sur lesquels reposent nos quartiers : des soins de santé au transport en commun, de la garde d'enfants aux parcs publics, des ponts à l'agriculture locale; toujours dans le but d'augmenter l'accessibilité et la viabilité des villes.

La situation actuelle ne convient plus à de nombreux Canadiens. Le rêve de posséder une maison ou de louer un logement abordable devient inaccessible. Les Canadiens doivent payer de plus en plus de leur poche, des médicaments d'ordonnance aux soins dentaires, tandis que la garde d'enfants devient de plus en plus inabordable. Aujourd'hui, même les ménages à deux revenus éprouvent de la difficulté à boucler les fins de mois.

Les gouvernements fédéraux successifs ont laissé aller des infrastructures cruciales sans effectuer les tâches d'entretien requises. Ils ont peu investi dans les infrastructures afin de rendre nos cités productives et nos villes vivables. Des ponts désuets, un transport public insuffisant, une infrastructure ferroviaire inexistante : tous ces problèmes dont maintenant la norme au lieu d'être des exceptions. Nous voulons investir dans nos collectivités comme les générations précédentes ont investi dans les systèmes que nous avons malheureusement laissé tomber en décrépitude. Une économie moderne du 21^e siècle a besoin d'infrastructures à niveau.

**PARCE QUE LE CANADA EN DÉPEND, NOS PRINCIPALES PRIORITÉS POUR BÂTIR
DES COLLECTIVITÉS CANADIENNES FORTES SONT LES SUIVANTES :**

DÉFENDRE LES SERVICES DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA

Défendre les services de santé universels à payeur unique. Ramener toutes les parties à la table pour renouveler l'Accord sur la santé. Innover en soins de santé grâce aux dossiers de santé électroniques, aux équipes médicales axées sur le patient et le médecin de famille qui travaille avec des infirmiers-praticiens, des pharmaciens, des sages-femmes, des naturopathes et d'autres spécialistes.

Étendre les soins de santé pour défrayer les médicaments d'ordonnance de tous les Canadiens et la couverture dentaire publique pour les jeunes à faible revenu (de moins de 18 ans), de même que renforcer l'accent sur les soins de santé préventifs.

Chaque pays développé du monde doté d'un système universel de soins de santé offre une couverture de médicaments d'ordonnance sauf le Canada. Des soins de santé vraiment universels permettraient à tous les Canadiens de se procurer les médicaments dont ils ont besoin. Le Parti vert se battra pour étendre la couverture des soins de santé publics aux médicaments d'ordonnance.

Nous mettrons en œuvre un Plan national d'assurance médicaments qui, grâce à l'avantage de l'achat en gros, fera effectivement économiser au Canadien 11 G\$ par année. Il profitera en particulier aux citoyens plus âgés qui dépensent le plus en médicaments d'ordonnance et il permettra aux médecins et aux praticiens de mieux suivre leurs patients qui courent un risque de surmédication. Nous serons beaucoup plus rigoureux quand il s'agit d'évaluer les demandes de nouveaux médicaments. Nous rejetterons les médicaments connus pour rendre malades plus de gens qu'ils n'en soignent. En même temps, notre Plan offrira une couverture aux millions de Canadiens qui sont forcés de payer de leurs poches des médicaments d'ordonnance chaque année.

Il est déplorable que dans un pays aussi riche que le Canada, nos enfants n'aient pas un accès garanti sans frais à des soins dentaires de qualité. Dans le but de juguler la crise chez les moins nantis de notre société, nous étendrons notre couverture publique de soins de santé afin d'inclure la couverture dentaire pour les Canadiens à faible revenu de moins de 18 ans.

Les Canadiens savent que la meilleure manière d'alléger le fardeau de notre système de soins de santé est de nous assurer en premier lieu d'éviter de tomber malades. En dépit de cette précaution, notre système médical demeure curatif et non préventif. Nous avons l'intention de travailler avec les provinces afin d'élaborer des lignes directrices de soins de santé préventifs qui proposent des modes de vie et des diètes sains, dynamiques, faisant épargner des millions à notre système de santé tout en protégeant la santé des Canadiens des maladies éventuelles.

Comme première mesure à prendre après cette mise en place, nous veillerons à ce que la conférence nationale sur la maladie de Lyme, requise par la loi dans le premier projet de loi du Parti vert, élabore une stratégie nationale pour faire face à cette menace croissante. Dès novembre 2015, celle-ci sera présidée par le ministre de la Santé fédéral.

Pour améliorer la santé publique, nous adopterons des règles strictes pour interdire les produits chimiques cancérigènes dans nos aliments et nos produits de consommation.

Le Parti vert appuie la prolongation du RPC comme le régime de retraite le plus fiable et le plus prévisible.

2 METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE NATIONALE POUR LES ÂÎNÉS

La démarche des Conservateurs quant à la politique publique n'est qu'une suite de combines décousues et de projets électoralistes. Les aînés du Canada méritent mieux. Nous nous efforcerons grâce au Conseil des gouvernements canadiens d'élaborer une stratégie nationale pour les aînés comprenant les volets suivants :

- un Plan de logement, avec un soutien aux soins à domicile abordable et prévisible;
- le Revenu de subsistance garanti pour veiller à ce qu'aucun Canadien ne vive dans la pauvreté;
- l'assurance médicaments laquelle profite grandement aux aînés;
- une Stratégie nationale sur la démence, incluant des lits de soins de longue durée dans des centres locaux;
- une démarche en appui au principe « vieillir chez soi »;
- la protection des pensions, extension du RPC;
- la promotion des programmes intergénérationnels qui permettent à nos enfants, des tout-petits aux élèves du secondaire, de visiter les aînés et de nouer des relations – des programmes bénéfiques pour les deux générations;
- du transport en commun convenable et sécuritaire en appui à un mode de vie indépendant;
- l'accès équitable aux logements pour augmenter le pouvoir d'achat;
- Répondre à la décision de la Cour suprême du Canada de permettre l'aide médicale à mourir.

Les plus grands enjeux du vieillissement touchent les aînés vivant dans la pauvreté dont une part disproportionnée sont des femmes. Bien que le pourcentage des aînés vivant dans la pauvreté ait chuté de façon draconienne d'un sommet de près de 30 pour cent en 1976, à un creux de 4,7 pour cent en 2007, les taux de pauvreté chez les aînés ont commencé à monter une fois de plus, de 5,8 pour cent en 2008. Nous devons réagir aux difficultés économiques des aînés.

Le Parti vert appuie le prolongation du RPC comme le régime de retraite le plus fiable et le plus prévisible.



3

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ ET REMETTRE EN QUESTION LES INÉGALITÉS

Établir un Revenu de subsistance garanti; garantir un salaire égal pour un travail égal; garantir une garde d'enfant de qualité supérieure pour chaque famille canadienne qui le désire, tout en fournissant un programme de nutrition scolaire, soit donner des produits sains aux enfants à l'école pour les aider à mieux apprendre.

En dépit du nombre croissant de ménages à deux revenus, les familles canadiennes trouvent de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Les programmes et les politiques du Parti vert réduiront l'inégalité de revenu et feront en sorte que tous les Canadiens aient la possibilité de prospérer.

Nous établirons progressivement un Revenu de subsistance garanti pour veiller à ce que le revenu de personne ne tombe sous le seuil nécessaire à la santé, à la vie et à la dignité. Nous collaborerons avec tous les échelons de gouvernement par l'entremise du Conseil des gouvernements canadiens, à remplacer des solutions inadéquates pour contrer la pauvreté, comme le bien-être et les programmes pour les personnes handicapées, par le financement du Revenu de subsistance garanti.

Fournir à nos citoyens les plus à risque les ressources dont ils ont besoin pour joindre les deux bouts réduit grandement l'encombrement des urgences, des services sociaux et des tribunaux, tout en faisant économiser à la société canadienne et en donnant le pouvoir à tous les citoyens de surmonter ces périodes de précarité. En premier lieu, le Parti vert instaura un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure.

Nous mettrons en œuvre une Stratégie nationale du logement fondée sur les principes du droit au logement. Cela veut dire offrir aux personnes itinérantes un logement indépendant et permanent, puis d'offrir des services supplémentaires s'il y a lieu. Cette stratégie garantira la dignité et l'appui aux Canadiens en marge de notre société afin d'intervenir et réduire l'itinérance tout en réduisant le fardeau sur nos services d'urgence et de santé.

Notre Stratégie nationale du logement évaluera tout l'éventail des besoins : le logement social pour les personnes à statut précaire, le traitement de la maladie

mentale, l'intervention en cas de crise du logement chez les premières nations, les Métis et les Inuits, de même qu'il palliera aux déficiences du marché privant ceux qui ont un revenu décent d'avoir accès au logement abordable. Nous garantirons que tous les besoins de logements seront satisfaits, qu'il s'agisse des aînés, des jeunes ou de la classe moyenne en difficulté.

Il est totalement inacceptable qu'au Canada en 2015 que les Canadiennes gagnent en moyenne moins de 8 000 \$ par année que leurs homologues masculins à travail égal. Nous combattons cette discrimination sexuelle en milieu de travail, dans la société en général et veillerons à ce que le Canada élimine cet écart salarial entre les sexes une fois pour toutes.

Bien que nous devions continuer à contrer les préjugés sexuels profondément ancrés dans la société canadienne, cela prendra du temps. Une mesure importante à prendre sera de garantir une garde d'enfants abordable et de qualité supérieure. Nous collaborerons avec les provinces, les territoires et les collectivités autochtones en vue d'établir des places en garde d'enfant accessibles, pratiques et abordables pour toutes les familles canadiennes qui le souhaitent. Nous appuierons les femmes qui souhaitent retourner sur le marché du travail. Le Parti vert est convaincu que la garde d'enfants en milieu de travail présente plusieurs avantages : elle améliore le temps consacré aux enfants et l'accès aux enfants durant la journée de travail, prolonge les possibilités d'allaitement maternel, améliore la productivité des employés, améliore la pratique du transport public quand les parents et les enfants partagent leur destination le matin. Les exemptions fiscales aux employeurs pour la création d'espaces de garde d'enfants en milieu de travail sont un instrument parmi de nombreux autres que nous utiliserons pour garantir aux familles les espaces dont elles ont besoin.

4 BÂTIR DES PREMIÈRES NATIONS ET DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES FORTES

Nous devons mettre en œuvre les conclusions de la Commission de vérité et réconciliation. La voix de la justice, de la guérison et de la réconciliation commence par l'acceptation d'une pénible réalité des horreurs des pensionnats où les « indiens » ont été victimes d'une politique de génocide culturel. Les dommages ne peuvent être annulés et tenter de compenser les familles est utopique. Il faudra faire collectivement cette admission.

La vraie réconciliation prendra du temps. Et pendant que nous travaillons à bâtir un nouveau partenariat de nation à nation, fondé sur le respect et la compréhension mutuels, le gouvernement fédéral doit prendre d'urgentes et d'importantes mesures pour rétablir les relations sur une base plus solide.

Nous commencerons par reconnaître les droits et les titres autochtones et nous négocierons de bonne foi pour régler les revendications territoriales, en vue d'établir des traités et des ententes d'autonomie gouvernementale et procéder à l'abrogation de la *Loi sur les Indiens* selon le vœu consensuel des premières nations. Nous respecterons

les droits des premières nations de prendre la direction des projets de développement sur leurs territoires traditionnels.

Nous devons offrir de l'espoir aux collectivités autochtones. Cela signifie garantir l'accès aux services publics de qualité pour toutes les premières nations, les Métis et les Inuits. Cela requiert un financement adéquat au logement, à l'éducation et aux soins de santé, tant dans les réserves que hors des réserves. Nous chercherons à élargir l'infrastructure des soins de santé ruraux en investissant dans la télémédecine et les unités médicales mobiles pour garantir aux collectivités autochtones l'accès aux soins vitaux.

La crise permanente des femmes autochtones disparues et assassinées doit être traitée d'urgence. Nous amorcerons une enquête nationale et lutterons pour faire en sorte que la violence structurelle contre les collectivités autochtones trouve une solution.

Nous reconnaissons également l'importance cruciale de défendre les langues et les cultures, et nous fournirons de nouveaux fonds fédéraux pour une éducation culturellement appropriée dans les langues traditionnelles.



5 NOUS ANNULERONS LES RÉDUCTIONS DE FONDS POUR CBC-RADIO-CANADA

Nous investirons 285 M\$ la première année de notre nouveau parlement vert et 315 M\$ chaque année subséquente afin de protéger notre diffuseur national.

Nous ferons en sorte que Radio-Canada et CBC reçoivent des fonds adéquats et stables; nous annulerons la réduction de 117 M\$ des Conservateurs de Harper et nous investirons 168 M\$ de plus en plus de 315 M\$ chaque année au rétablissement de la couverture locale de Radio-Canada et CBC. Nous restaurerons également les structures de gouvernance du diffuseur public pour mettre fin à l'influence politique des nominations partisans au conseil d'administration.

Il est absolument nécessaire de réinvestir pour que Radio-Canada assure son mandat public et national. Cela veut dire garantir à notre diffuseur public les ressources et l'expertise pour assurer une couverture locale, de nos plus grandes collectivités à nos plus petites. Radio-Canada et CBC permettent de nous définir. Nous ferons en sorte que ces deux sociétés reçoivent les fonds adéquats et durables pour qu'elles continuent à enrichir notre vie pendant des années à venir.

De plus, nous augmenterons les fonds à tous les organismes des arts et de la culture au Canada dont le Conseil des arts du Canada et Téléfilm Canada.

En plus de rétablir les fonds de Radio-Canada et CBC, nous nous efforcerons de rebâtir la gouvernance de nos institutions des arts et de la culture en vue de prévenir d'éventuelles ingérences politiques, de prévenir la concentration des médias canadiens et de défendre la liberté et l'intégrité d'internet en mettant en évidence le principe de « neutralité web » dans les lois canadiennes.

Nous devons prendre très au sérieux la menace du partenariat Transpacifique et ses dispositions sur les sociétés d'État. S'il est adopté, il pourrait miner notre capacité de maintenir plusieurs services fournis par les sociétés d'État, dont nos industries culturelles.



6 PROTÉGER POSTES CANADA

Un service de courrier quotidien à votre porte.

Les Canadiens du 21^e siècle méritent un service postal à leur porte. Postes Canada connaît un déclin du service de courrier, mais une augmentation des livraisons de colis. L'incidence d'internet agit de deux façons : plus de courriels réduisent le nombre de lettres par la poste, tandis que le magasinage en ligne accroît le nombre de colis. Les petites entreprises dépendent beaucoup du service postal. Nous ne pouvons nous permettre de perdre une institution forte comme Postes Canada.

Heureusement, Postes Canada est encore rentable. À l'avenir, elle doit être durable et rentable. Le STTP demande depuis longtemps une diversification des services. C'est particulièrement judicieux, car Postes

Canada existe dans chaque collectivité, grande et petite. À mesure que les banques commerciales se retirent physiquement de nombreuses collectivités, Postes Canada peut offrir plus de services nécessaires à ses résidents. D'autres pays ont permis à leurs services postaux de vendre de l'assurance, de fournir des services bancaires et d'autres services aux collectivités éloignées. Le modèle Israélien où le service postal s'est diversifié grâce à la vente de soixante-dix produits et de services distincts est remarquable.

Nous annulerons les dernières décisions de réduire la livraison à domicile et nous relancerons Postes Canada sur une voie profitable à tous.

7 ASSURER LA SÉCURITÉ DE NOS COLLECTIVITÉS

Assurer la tranquillité d'esprit des Canadiens en annulant les réductions de fonds et en réinvestissant dans la préparation en cas de catastrophe, la formation et l'équipement des organismes qui assurent la sécurité de nos collectivités.

Nous devons faire en sorte que les Canadiens chargés de notre sécurité soient dotés de toutes les ressources nécessaires, bien entraînés et équipés pour remplir leur mission. Que ce soient les Forces canadiennes ou les forces civiles comme la Garde côtière, les gardes forestiers, les patrouilles de pêche, l'Agence spatiale canadienne et les Rangers du Nord. Nous rouvrirons les stations de la Garde côtière fermées sur nos côtes.

Assurer la sécurité de nos collectivités signifie renforcer la capacité de défense du Canada en hiérarchisant les rôles et les missions de nos forces qui se concentrent sur le maintien de la paix, les missions défensives avec nos alliés, les patrouilles frontalières, nordiques, de même que les patrouilles des gardes-côtes, les missions de recherche et de sauvetage et la patrouille de nos parcs.

Reconnaître le rôle crucial que nos forces jouent signifie également respecter et prendre vraiment soin de nos anciens combattants. Les anciens combattants canadiens méritent notre reconnaissance et notre appui inconditionnels qui se traduisent par l'assurance de pensions généreuses. Nos anciens combattants ne devaient jamais être forcés de se défendre devant les tribunaux pour obtenir des prestations à long terme ou pour obtenir que les promesses de prestations d'invalidité soient tenues.

Nous rouvrirons les bureaux d'Anciens Combattants Canada dans l'ensemble du pays et annulerons les coupures de 20 M\$ subies par cet organisme. Nos anciens combattants méritent mieux que d'être mis en attente par un numéro 1-800 du gouvernement auquel nul ne répond. Ils doivent recevoir l'aide dont ils ont besoin de la part d'une personne compatissante qui comprend leur situation. Nous assurons l'accès aux chiens guides entraînés pour aider les anciens combattants qui souffrent de trouble de stress post-traumatique.

Assurer la sécurité de nos collectivités signifie surtout que nous bâtissons notre préparation en cas de catastrophe. Nous investirons dans des plans d'intervention en cas de secousses sismiques, d'incendies de forêt, d'inondations et de raz-de-marée. Ainsi nous serons en mesure d'intervenir en cas de catastrophes naturelles extrêmes qui deviennent plus courantes au fur et à mesure que se manifestent les changements climatiques.



JOSÉ NÚÑEZ-MELO
VIMY

UN BON GOUVERNEMENT

PARCE QU'IL EST TEMPS DE RÉTABLIR LA DÉMOCRATIE.

Un bon gouvernement se fonde sur une planification prudente et rationnelle, un processus décisionnel fondé sur la preuve dans l'intérêt du public. Un bon gouvernement assure une stabilité à long terme, la sécurité contre les menaces intérieures et étrangères et une vision bien au-delà des cycles électoraux de quatre ans.

En respect de ces principes de base, les gouvernements doivent discuter et être à l'écoute des préoccupations des citoyens canadiens. La base de ce processus fondamental est de se donner un gouvernement qui représente la volonté du peuple. Cela signifie mettre fin au scrutin majoritaire uninominal à un tour et mettre fin aux fausses majorités par la création d'un système électoral qui garantit que tous les citoyens aient une voix dans notre gouvernement.

Le Parti vert est le seul parti engagé à mettre fin à la ligne de parti. Les députés des autres partis au Parlement font face couramment aux votes imposés; ils doivent respecter l'allégeance partisane ou faire face aux punitions, comme ne plus avoir le droit de parler en Chambre, ou même d'être expulsés du parti. Aucun député vert ne fera jamais face à un vote imposé. Leur conscience demeurera libre de s'exprimer et de représenter à juste titre leurs commettants, d'abord et avant tout.

Être votre porte-parole à Ottawa, vos champions locaux, c'est l'engagement que les candidats verts prennent puisqu'il est temps de rétablir la démocratie.

PARCE QU'IL EST TEMPS DE RÉTABLIR LA DÉMOCRATIE,
NOS GRANDES PRIORITÉS SONT :

1 ÉLIRE DES DÉPUTÉS HONNÊTES, ÉTHIQUES, TRAVAILLEURS, REPRÉSENTANT LEURS COMMETTANTS ET CHAMPIONS DE LEUR COLLECTIVITÉ

En examinant les candidats verts dans l'ensemble du Canada, vous ne trouverez pas un seul « politicien de carrière ». Vous trouverez des gens pourvus d'un curriculum impressionnant, que ce soit en science, en droit, à l'université, en enseignement, en politique publique, en petites entreprises, en arts, en journalisme, à la direction des premières nations, au gouvernement municipal, aux organismes communautaires, au bénévolat et en médecine.

La santé de notre démocratie dépend des députés élus qui sont responsables de leurs commettants. Suivant l'exemple d'Elizabeth May, les députés verts travailleront sans relâche au nom de leur collectivité et n'abuseront jamais de la confiance que la population a placée en eux.

Les députés verts se conduiront eux-mêmes avec intégrité et civilité, traiteront les autres avec respect, et ne chahuteront jamais à la Chambre des communes. Les députés verts garderont toujours les intérêts du Canada comme primordiaux et ne se feront jamais dire de voter contre les intérêts et le bien-être de leurs commettants.

Les députés verts chercheront des solutions constructives aux problèmes de leurs collectivités locales, s'efforçant de créer un dialogue et de régler les problèmes quand ils surviennent.

Les députés verts publieront leurs dépenses en ligne, afin d'assurer le maximum de transparence et d'imputabilité, et n'utiliseront jamais les ressources parlementaires à des fins partisans ou d'avantages personnels.

2 RÉTABLIR RÉTABLIR LA RECHERCHE PUBLIQUE AU CANADA ET LA PLACE DES FAITS DANS NOTRE PROCESSUS DÉCISIONNEL

Une bonne politique publique et une gouvernance responsable reposent sur une information sérieuse.

Une bonne politique publique et une gouvernance responsable reposent sur une information sérieuse.

Sous Stephen Harper, le Canada est passé de la prise de décision fondée sur des faits à la création de faits fondée sur des données politiques.

Le financement de la recherche fondamentale et des scientifiques au Canada connaît un creux historique; la recherche dans les petites universités disparaît et nous perdons rapidement notre capacité d'innovation à long terme. La décision des Conservateurs de Harper d'éliminer le recensement long fait en sorte que les chercheurs canadiens en savent de moins en moins sur notre pays au fil du temps.

La science, la preuve et la transparence forment ensemble l'épine dorsale d'un processus décisionnel réfléchi. Nous rétablirons immédiatement le recensement long pour veiller à ce que les chercheurs scientifiques et les responsables politiques aient accès aux plus récentes données.

Les scientifiques canadiens, tant du gouvernement que hors du gouvernement, doivent avoir la liberté de poursuivre d'importantes découvertes, sans regarder derrière eux ni de s'inquiéter à savoir si leur travail est « pertinent industriellement » ou assujéti à l'ingérence politique lorsque vient le temps de le subventionner.

Nous combattons afin que le Canada demeure un chef de file mondial dans le domaine des découvertes scientifiques en mettant en vigueur une Loi sur l'accès public à la science afin

d'éviter à ce que nos scientifiques ne soient muselés, mais libres de discuter de leurs conclusions avec les médias et la population canadienne sans censure ni d'ingérence politique. De plus, notre Loi sur l'ouverture scientifique garantira que toute la recherche scientifique financée par le gouvernement soit accessible au public.

Nous commencerons à rebâtir la capacité scientifique publique perdue durant la dernière décennie en octroyant 75 M\$ annuellement pour augmenter capacité scientifique essentielle à Environnement Canada, Santé Canada, Parcs Canada et Pêches et Océans Canada.

Nous mettrons en œuvre une nouvelle loi pour assurer que toute nouvelle loi ou tout nouveau règlement soient fondée sur des données probantes transparentes, rigoureuses, éthiquement produites, faciles d'accès et faciles à comprendre, dont les fondements reposent sur les meilleures informations disponibles et soient libres de manipulation politique. Le projet de loi d'Elizabeth May (mort au feuillet en raison du décret du 2 août) sera représenté, y compris le mandat de publier tout rapport scientifique financé publiquement.

Nous nous engageons à rétablir le rôle de la science au Canada dans le cadre d'une vision plus large qui est celle de ramener la planification et le processus décisionnel fondés sur des données probantes dans un contexte de changements climatiques, de justice criminelle, de politique antidrogue, de réduction des risques, d'itinérance, et plus encore.



danielgreen.net



een

3 CRÉER UN CONSEIL DES GOUVERNEMENTS CANADIENS POUR TROUVER DES SOLUTIONS AU CANADA ET MISER SUR LA COLLABORATION AVEC NOS ALLIÉS À L'ÉTRANGER

La réussite du Canada a toujours été la conséquence avec la capacité des citoyens de travailler ensemble. Nous sommes un pays d'une grande superficie et de régions distinctes. Un gouvernement bon et efficace au Canada dépend de sa capacité de rassembler tous ses citoyens autour d'objectifs communs. Dans une ère d'insécurité mondiale, il est plus important que jamais que nous travaillions ensemble ici chez nous.

Au 21^e siècle, nous devons repenser nos façons de travailler en tant que fédération. Nous devons travailler ensemble pour élaborer des objectifs nationaux et des stratégies nationales. À cette fin, nous créerons un Conseil des gouvernements canadiens qui devra traiter des enjeux communs et entretenir une collaboration plus efficace entre les divers échelons de gouvernements au Canada : fédéral, provincial, territorial, municipal, local, de même qu'auprès des premières nations, des Métis et des Inuits.

Présidé par le gouvernement fédéral, le Conseil réunira régulièrement les provinces et les territoires, les gouvernements municipaux et les dirigeants autochtones pour concrétiser une collaboration constructive permettant de trouver des solutions efficaces aux problèmes qui préoccupent tous les Canadiens, de la sécurité aux infrastructures en passant par les soins de santé. Dans le but de faire progresser ces enjeux cruciaux, il est important que tous les échelons de gouvernement travaillent de concert et rament dans la même direction. Il faut un processus transparent, un programme clair et une feuille de route pour mettre en place des stratégies nationales sur l'énergie, les transports, la culture, les soins de santé et le climat.

Il est tout à fait absurde que le Canada compte plus de barrières intérieures au commerce et à la libre circulation des travailleurs que l'Union européenne composée de vingt-huit états nations souverains. Les travailleurs canadiens devraient circuler librement sans se soucier de l'accréditation de leur compétence. Le Conseil des gouvernements canadiens sera le catalyseur d'une nouvelle ère de collaboration aux normes communes qui favoriseront la mobilité de la main-d'œuvre interprovinciale et feront avancer la reconnaissance des certifications internationales.

En résumé, si nos gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux et des premières nations travaillent ensemble, nous pourrions lever ces barrières qui restreignent nos possibilités d'emploi et de croissance.

Nous travaillerons de concert avec nos alliés pour contrer les menaces et garantir un monde plus sécuritaire, des changements climatiques au terrorisme. Nous renforcerons notre influence internationale en investissant dans nos compétences et nos talents diplomatiques. Au lieu de financer les missions militaires de l'OTAN, nous financerons les missions de paix des Nations Unies, la réduction de la pauvreté et le soutien en cas de catastrophe. Nous n'achèterons pas d'avions de combat F-35. Nous investirons dans du nouvel équipement militaire qui convient aux exigences de la défense du Canada. Nous achèterons des aéronefs à voilure fixe pour la recherche et le sauvetage, des brise-glace et remplacerons les équipements militaires désuets pour un équipement sûr et sans menace à la vie de nos militaires.

Nous réviserons notre système d'immigration et de protection des réfugiés pour veiller à ce que le Canada soit perçu comme accueillant et compatissant pour les personnes qui fuient la violence et la persécution. Notre système d'immigration devra accueillir et intégrer les nouveaux Canadiens. La vision à court terme des Programmes de travailleurs étrangers temporaires fait en sorte d'exploiter ces travailleurs en leur niant le droit à la citoyenneté canadienne, tout en retirant des occasions d'emplois aux Canadiens.

Nous annulerons les nombreux changements à nos lois qui ont mené à l'établissement de citoyens moins Canadiens que d'autres. Nous sommes d'avis que la citoyenneté ne devrait jamais être politique et doit se fonder sur des faits. On naît Canadien ou l'on est naturalisé citoyen canadien. Les citoyens canadiens qui violent les lois vont en prison. L'idée que la citoyenneté puisse être révoquée pour toute autre raison que la fraude lors de l'obtention de cette citoyenneté est inacceptable. Nous agissons pour résoudre la confusion créée au sujet des « Canadiens perdus », un million de Canadiens se sont effectivement fait refuser la reconnaissance de leur citoyenneté, incluant des milliers de nos victimes de guerre.

Nous abrogerons comme inconstitutionnelle la *Foreign Accounts Tax Compliance Act* (FATCA). Elle prive essentiellement tout Canadien ayant des relations aux États-Unis (même ceux qui n'ont pas la double citoyenneté) des pleins droits à la vie privée et les traite comme des Canadiens de second rang. Nous abrogerons également le projet de loi C-24 qui permet au ministre de la Citoyenneté de révoquer la citoyenneté. Les autres menaces contre les Canadiens seront éliminées par l'abrogation de la loi C-51.

4

ABROGER LE PROJET DE LOI C-51 POUR DÉFENDRE LES DROITS GARANTIS PAR LA CHARTE ET LA VIE PRIVÉE DES CANADIENS

Présenté comme un projet de loi « anti-terreur » par les Conservateurs de Harper, le projet de loi C-51 augmente inutilement les pouvoirs à des organismes d'espionnage du Canada sans toutefois créer la supervision nécessaire. C-51 nuit en fait à nos actions antiterroristes. Cet article législatif dangereux n'ajoute rien à la sécurité nationale. Nous avons été le premier parti à nous opposer au projet de loi C-51 à la Chambre des communes et nous continuerons à lutter pour abroger ce projet de loi et défendre les droits et libertés garantis par la Constitution canadienne.

Il est important de souligner parmi les milliers de Canadiens ordinaires de toute allégeance politique qui ont exprimés leur opposition au projet de loi C-51, quatre anciens premiers ministres, cinq anciens juges de la Cour Suprême et plus de 100 spécialistes du droit indépendant se sont dits inquiets par cette nouvelle loi inefficace, nuisible et tentaculaire.

Le Canada a déjà des lois antiterroristes efficaces qui ne bafouent pas nos droits comme le fait de façon flagrante le projet de loi C-51. La GRC utilisait ces pouvoirs pour assurer la sécurité des Canadiens sans pour autant mettre en péril les droits et libertés.

Le projet de loi C-51 permet au gouvernement d'exercer une surveillance et une intrusion généralisée dans la vie privée des Canadiens sans resserrer la sécurité. En fait, cela risque de nuire à la sécurité des Canadiens. Sans aucune

surveillance ou obligation de partage des renseignements avec la GRC, le SCRS reçoit la permission d'intervenir secrètement dans des activités douteuses sans coordination avec d'autres forces de sécurité. Cela nous mène tout droit au désastre.

Nous savons maintenant que le Centre de la sécurité des télécommunications du Canada (CSTC) surveille quotidiennement des millions de communications internet de Canadiens ordinaires. L'Agence des services frontaliers du Canada n'a pas non plus de mécanisme d'examen ni de surveillance. Aucune de ces agences, à qui on demande d'une façon ou d'une autre de contrer le terrorisme, n'exerce de supervision individuelle ni n'a d'obligation de partager les renseignements entre elles. C'est inacceptable. Au moment même où les États-Unis commencent à rééquilibrer les relations entre la surveillance gouvernementale et la vie privée de leurs citoyens, les dispositions sur le partage des renseignements dans le projet de loi C-51 feront décidément pencher la balance du côté de l'intervention gouvernementale non supervisée dans nos vies personnelles.

Le projet de loi C-51 doit être abrogé, car il enfreint les droits politiques et civils garantis à chacun d'entre nous en vertu de la Charte canadienne. Pour ces raisons, les députés verts feront de l'abrogation du projet de loi C-51 une priorité au Parlement.



JOSÉ NÚÑEZ-MELO, VIMY
BRUCE HYER, THUNDER BAY – SUPERIOR NORTH

5

REEMPLACER LE MODE DE SCRUTIN MAJORITAIRE UNINOMINAL À UN TOUR PAR LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

Notre mode de scrutin est caduc.

C'est le seul mode de scrutin qui permet à une minorité d'électeurs d'élire un gouvernement majoritaire avec 100 pour cent des pouvoirs. Les électeurs ont l'impression que leur vote ne compte pas. Il est temps de le remplacer.

Le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour a perdu la confiance des Canadiens. Notre promesse est de remplacer ce mode de scrutin par une représentation proportionnelle modifiée au cours de la première année de la prochaine législature. Nous déterminerons la forme de représentation proportionnelle qui convient le mieux au Canada au moyen d'une vaste consultation de la population par un comité formé de tous les partis.

Nous moderniserons la soi-disant *Loi sur l'« intégrité » des élections* en établissant des mécanismes qui augmentent la participation des électeurs et garantissent plus d'équité, de transparence et d'imputabilité quant au financement des élections. Nous rendrons le Commissaire aux élections fédérales (CEF) responsable des enquêtes sur

les irrégularités des campagnes. Il relèvera directement du Parlement ce qui lui donnera le pouvoir d'enquêter pleinement tout en tenant compte des personnes qui violent les lois électorales du Canada. Le directeur général des élections (DGE) aura un mandat clair d'inciter à la participation électorale. Tant le CEF que le DGE devront être nommés par une Commission des nominations publiques impartiale.

Pour renforcer la démocratie locale et améliorer la liberté des députés de défendre les intérêts de leurs commettants, nous modifierons la *Loi électorale du Canada* en éliminant l'obligation faite aux chefs de parti de signer les bulletins de mises en candidatures de leurs commettants, en conférant plutôt ce pouvoir aux organismes locaux. En modifiant la *Loi électorale du Canada*, nous réparerons les dommages de l'époque Harper qui minent les droits des Canadiens et leur capacité à voter, qu'ils vivent au Canada (jeunes, premières nations, itinérants et autres) ou qu'ils vivent à l'étranger.



DOMINIQUE BREAU
ACADIE – BATHURST

6 DÉFENDRE LA SOUVERAINETÉ DU CANADA

Entre toutes les choses dommageables infligées au Canada au cours des neuf dernières années, la ratification secrète du Traité Canada-Chine sur les investissements par le seul Cabinet, sans aucune audience parlementaire ou publique, pose la plus grave menace à long terme à notre souveraineté.

Le Traité, nommé Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers, ou APIE, est déséquilibré, car il profite à la République populaire de Chine, sans apporter aucun avantage au Canada. En fait, il nous lie jusqu'en 2045, en donnant aux entreprises d'État chinoises (EEC) de la République populaire de Chine (RPC) des droits supérieurs à ceux des entreprises canadiennes. Les EEC de Pékin ont maintenant le droit de porter leur revendication en arbitrage contre le Canada devant des tribunaux secrets. Ce ne sont pas des procès, mais des arbitrages privés dans lesquels les arbitres font des gains personnels et financiers grâce à un système qui n'a pas l'équité et la prévisibilité de nos tribunaux nationaux. Grâce à Stephen Harper, notre souveraineté a été passablement érodée.

Dans la prochaine législature, les députés verts mettront de la pression pour faire adopter des lois qui exigent que toute plainte de Pékin en vertu de ce traité, même une plainte

diplomatique préventive, soit rendue publique. Nous devons veiller à ce que tous les autres chefs de parti comprennent que les Canadiens veulent se battre pour nos lois et résister aux plaintes des EEC de la République populaire de Chine.

Si Pékin se plaint d'un règlement municipal ou d'une proposition de modification législative, par exemple réparer les torts causés à la *Loi sur les pêcheries*, aux évaluations environnementales ou à la *Loi sur la protection des eaux navigables*, nous ne céderons pas. Nous défendrons avec la dernière des énergies les politiques et les décisions du Canada et s'il le faut, nous enverrons un chèque pour dommages et intérêts en vertu de l'APIE plutôt que d'annuler nos projets de loi ou d'abroger nos lois existantes.

Nous nous opposerons vigoureusement au Partenariat transpacifique (PT) et à l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne.

Les Verts collaboreront aussi avec les députés verts des gouvernements du monde entier pour réclamer un examen global à grande échelle des tous les accords États/investisseurs avec l'objectif de les revoir et de les améliorer pour rééquilibrer les droits démocratiques et réduire le contrôle des multinationales.

7 RENVERSER L'HÉRITAGE DE HARPER POUR REMETTRE NOTRE GOUVERNEMENT SUR SES RAILS

Au cours de la dernière décennie, des changements sans précédent se sont produits dans la manière dont fonctionne notre gouvernement. Il fonctionne maintenant de la manière la moins transparente, la moins responsable, la plus partisane et la plus conflictuelle de l'histoire du Canada.

Les Conservateurs de Harper ont inventé le recours aux projets de loi budgétaires omnibus – les fameux projets de loi Mammouth – des projets de loi qui couvrent des douzaines de modifications diverses et sans liens aux lois et politiques. De tels projets de loi ont été imposés au Parlement à maintes reprises depuis 2011, sans étude préalable appropriée. Selon la vision de la loi du plus fort de Harper, plus de 99 pour cent des amendements aux modifications ont été rejetés.

Les projets de loi omnibus ont gravement endommagé notre démocratie. L'administration Harper a utilisé les projets de loi omnibus pour démolir des lois environnementales séculaires, contrer la liberté d'expression et sabrer des milliards dans les fonds dédiés aux soins de santé. Un seul projet de loi omnibus au printemps 2012 (C-38) a modifié 70 lois. Même d'anciens ministres conservateurs ont dit qu'il minait nos pêcheries et notre environnement.

Le Parti vert s'efforcera de mettre fin au recours illégitime aux projets de loi omnibus. Ces projets de loi radicaux n'ont pas leur place dans notre démocratie. En plus de mettre fin au recours aux projets de loi omnibus, les députés verts rétabliront toute la protection environnementale que le gouvernement Harper a éliminée au cours des dix dernières années.

En raison de l'utilisation choquante par Stephen Harper de la prorogation pour éviter les embarras politiques et les votes de confiance qu'il savait perdus, le Canada doit maintenant encadrer le recours à la prorogation en exigeant un vote des deux tiers du Parlement. Nous avons besoin d'établir de nouvelles règles pour exiger la convocation d'un nouveau Parlement (dans les 30 jours après l'élection) et pour la dissolution du Parlement.

Nous nous efforcerons de mettre fin aux attaques politiques à l'américaine qui deviennent lentement la norme au Canada, en sabrant dans le budget du bureau du premier ministre (BPM) de 50 %. Le BPM est un bureau financé par les contribuables devenu un organisme partisan, Il contrôle tous les députés du gouvernement, les ministres du Cabinet, toutes les opérations et même essaie de forcer les fonctionnaires non partisans à accepter des projets de loi partisans.

Le BPM manifeste un mépris quotidien du Parlement et y déverse sa cargaison de campagnes négatives et partisanses. Le BPM a pris le contrôle des comités parlementaires législatifs, demandant aux députés conservateurs de contrer les témoins qui n'acceptent pas les politiques des Conservateurs. Le BPM (en violation de notre Constitution) a aussi dicté des votes au Sénat et même tenté de s'ingérer dans une vérification des dépenses du Sénat.

Nous sabrerons dans le budget publicitaire du gouvernement fédéral et tous les contrats devront être affichés publiquement sur un site Web. Le pouvoir décisionnel sera retiré des mains du personnel politique.

Nous devons donner des pouvoirs aux comités parlementaires pour leur permettre d'assumer pleinement leur responsabilité de surveillance : nommer les membres du comité pour une session complète du Parlement, sélectionner les présidents par des scrutins secrets et garantir les budgets adéquats. Renforcer les mandats et investir les agents du parlement d'une indépendance

réelle (directeur parlementaire du budget, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, vérificateur général, commissaire à l'environnement et au développement durable, conseiller en science et conseiller en sécurité nationale).

Nous réformerons les lois sur l'imputabilité, les conflits d'intérêts, la vie privée et l'accès à l'information.

Il est temps de contrecarrer le patronage par l'entremise d'une Commission des nominations publiques.

Nous devons diversifier et revigorer les médias au Canada. De nouveaux médias solides sont essentiels pour une population bien informée et une démocratie saine. Les médias du Canada se sont dangereusement concentrés entre quelques mains. Des commissions royales et de nombreux rapports ont fait des recommandations. Il est temps d'agir sur la foi de ces recommandations et d'appliquer des lois antitrust pour les médias privés, tout en définissant le rôle essentiel de notre diffuseur public.

Nous enchâsserons dans la Constitution le droit à un environnement sain.

Nous agirons pour réformer le Sénat. Une proposition globale pour un Sénat élu à la représentation proportionnelle doit être élaborée et approuvée par les Canadiens lors d'un référendum national. Il est temps de prendre le taureau par les cornes et de modifier la formule d'amendement pour faire approuver les modifications par mode référendaire Le BPM ne fait pas partie de notre système de gouvernement. Il n'est pas même mentionné dans la Constitution. Il a été inventé en 1970. Bien qu'exerçant à l'origine un contrôle mineur, il est devenu trop puissant, trop centralisé et trop irresponsable, son budget doit être réduit et ses pratiques réformées.

Nous devons protéger le principe fondamental que le premier ministre relève du Parlement, et non l'inverse.

Nous devons protéger le principe fondamental que le premier ministre relève du Parlement, et non l'inverse.



ANDRÉ BÉLISLE
BELLECHASSE – LES ETCHEMINS – LÉVIS



MESURES CLIMATIQUES VIGOUREUSES

PARCE QUE NOUS VIVONS ICI.

Les changements climatiques représentent à la fois le plus gros enjeu et la plus belle occasion qui se soient présentés au Canada. Tandis que les conséquences de l'échec de la prise en compte des changements climatiques seraient catastrophiques, notre transition vers une économie verte et durable créera de bons emplois locaux, des temps de déplacement plus courts, des villes plus vivables, un air et une eau plus purs.

Notre plan est d'éliminer les carburants fossiles utilisés au Canada d'ici la moitié du siècle. Notre cible à court terme est 40 pour cent sous les niveaux de 2005 d'ici 2025, tandis que nous demandons 80 pour cent de réductions sous les niveaux de 1990 d'ici 2050. Ce sont des cibles ambitieuses. En tant que Canadiens, nous ferons face à cet enjeu. Ce faisant, nous créerons une économie forte, stable et prospère dès maintenant pour nos enfants et nos petits-enfants de demain.

Nous devons élire des députés verts au Parlement afin que les Canadiens profitent de cette transition. Seuls les députés verts se lèveront pour préserver nos fleuves de la navigation intensive de pétroliers, nos rivières et nos parcs des projets d'oléoducs dangereux et notre économie des poursuites ultérieures de projets d'extraction à risque élevé qui menacent la prospérité économique du Canada à long terme. Seuls les députés verts placeront notre économie en position prioritaire afin de récolter les pleins avantages du passage mondial inéluctable vers une économie sans carburant fossile.

Il est temps que le Canada prenne des mesures climatiques vigoureuses.

PARCE QUE NOUS VIVONS ICI,
NOS PRINCIPALES PRIORITÉS ENVIRONNEMENTALES SERONT :

1 DÉFENDRE NOS COURS D'EAU CONTRE LES OLÉODUCS ET LES PÉTROLIERS DANGEREUX

Seuls les députés verts feront passer nos collectivités côtières en premier en s'élevant contre tout nouveau projet d'exportation de bitume brut.

Kinder Morgan propose d'augmenter sept fois la navigation de pétroliers transportant des sables bitumineux entre Vancouver et Burnaby, tandis qu'Energy Est propose d'augmenter la navigation de pétroliers dans la baie de Fundy. Ces pétroliers transporteraient du bitume des sables bitumineux, mélangés avec des diluants toxiques pour le faire flotter, un mélange qu'il est impossible de nettoyer en cas de déversement.

Un seul accident pétrolier ruinerait nos cours d'eau et la vie et le milieu qui en dépendent. C'est pourquoi nous reconnaissons que les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'approbation de ces projets sont simplement trop élevées. Nous nous tiendrons debout, et défendrons nos cours d'eau.

L'un après l'autre, les sondages démontrent que les habitants de la côte ouest s'opposent à ce projet risqué. Plus de la moitié des Britanno-colombiens affirment s'opposer au prolongement de Kinder Morgan, dont plus des trois quarts sont des jeunes. Même la Commission de l'énergie de l'Ontario a jugé qu'Énergie Est présente plus de risques que d'avantages. Tandis que les vieux partis s'étendent sur la procédure pour éviter de prendre position qui accélèrent et appuient carrément ces projets, seul le Parti vert se tient debout pour les citoyens des collectivités menacés par ces projets.

2 STOPPER L'EXPANSION DES SABLES BITUMINEUX

Protéger les emplois actuels dans l'industrie, créer de nouveaux emplois en mettant à niveau et en raffinant la production actuelle et offrir de la formation de compétences aux travailleurs qui ont été mis à pied ou qui veulent transiter vers des emplois stables à long terme. Cette stratégie (plus de Peter Lougheed et moins de Ralph Klein) aiderait effectivement l'économie de l'Alberta à éviter le nuisible cycle hausses/baisses.

Étant donné les réalités climatiques et la volatilité des prix internationaux du pétrole, l'expansion de la production de sables bitumineux n'est simplement pas à l'ordre du jour. La plus grande partie du bitume des sables bitumineux de l'Alberta doit demeurer dans le sol. Nous créerons de nouveaux emplois dans les secteurs pétrolier et gazier en raffinant le produit que nous produisons déjà, plutôt qu'en le transportant brut ou raffiné dans d'autres pays.

En plus d'augmenter sa capacité de raffinage, le Canada serait le chef de file mondial de l'industrie des technologies propres, une industrie qui a explosé dans d'autres pays comme en Allemagne, où plus de 1,4 million d'emplois technopropres ont généré plus de 11 pour cent du PIB du pays.

Nous devons respecter les travailleurs des sables bitumineux dont le revenu dépend encore de l'industrie et appuyer les dizaines de milliers de travailleurs des sables bitumineux qui ont été mis à pied dernièrement. Le Canada doit offrir à ces travailleurs de la formation pour faire en sorte qu'ils trouvent de bons emplois fiables à long terme, près de chez eux – et non plus des emplois vulnérables aux cycles de hausses et de baisses à des milliers de kilomètres de leur famille.

Nous devons aussi offrir un soutien urgent aux premières nations qui vivent en aval des sables bitumineux. Leurs collectivités et leurs aliments traditionnels ont été contaminés par la pollution des sables bitumineux de la rivière Athabasca et la mauvaise qualité de l'air.





3

METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE SANS COMPROMIS SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE

Créer des partenariats avec les provinces sur le tarification du carbone, mettre en œuvre un plan canadien de rente et dividende du carbone, éliminer rapidement notre production d'électricité à partir du charbon, et transiter vers une économie propre et décarbonisée.

Le climat et l'énergie sont les deux faces d'une même médaille. Nous avons un urgent besoin d'une stratégie climatique nationale globale fondée sur la science, afin de faire face à l'augmentation des niveaux océaniques, de sécheresses, d'évènements climatiques extrêmes, de régimes de pluviosité fluctuants, de feux de forêt accrus, de la fonte du pergélisol et des infrastructures croulantes de l'Arctique.

Une stratégie canadienne vigoureuse sur le climat et l'énergie commence par l'élimination de toutes les subventions aux carburants fossiles. Le Canada octroie actuellement plus de 1 G\$ par année en subventions à l'industrie du carburant fossile, ce qui signifie que par habitant, les contribuables canadiens octroient plus d'aide à l'industrie du carburant fossile que presque tous les autres pays du G20.

Ensuite, nous devons travailler ensemble pour fixer un prix national du carbone. L'absence complète d'orientation fédérale a relégué aux provinces le défi trop pressant des changements climatiques. Bien que certains progrès aient été accomplis en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, cette courtepointe de stratégies climatiques demeure insuffisante pour régler un problème d'ampleur aussi vaste.

Notre Plan de rente et dividende du carbone est la efficace des manières pour mettre fin à la combustion des

carburants fossiles. Nous fixerons une rente sur le carbone et verserons les fonds générés directement dans les poches des Canadiens de plus de 18 ans. Celle-ci prendra la forme d'un dividende annuel du carbone ce qui aura pour effet de protéger notre climat, diversifier notre source énergétique, de faire croître notre économie et de garantir la sécurité énergétique des Canadiens.

La plupart des économistes et des scientifiques du climat conviennent que le modèle de rente et dividende offre une solution efficace et globale à un problème compliqué. La Colombie-Britannique a un plan de tarification du carbone depuis 2008, période durant laquelle l'utilisation du carburant en C.-B. a chuté de 16 pour cent tout en ayant un PIB supérieur à celui du reste du Canada. Cet investissement incitatif de création d'emplois durables et de technologies vertes décourage le gaspillage et la pollution et met l'argent directement dans les poches des Canadiens ordinaires.

Nous devons investir dans des infrastructures de promotion d'énergie renouvelable et dans la mise sur pied d'un réseau électrique est-ouest plus solide afin d'encourager la transmission d'énergie renouvelable entre les provinces tout en réduisant l'énorme gaspillage de nos systèmes énergétiques actuels. Nous perdons plus de la moitié de l'énergie que nous utilisons. Il est temps d'économiser de l'argent et de réduire la pollution en passant à l'ère post-gaspillage.

4

UNE STRATÉGIE NATIONALE DU TRANSPORT ET UN TRANSPORT FERROVIAIRE MIEUX ENCADRÉ

Des lois plus strictes pour le rail et de nouveaux investissements dans le système ferroviaire – Il faut redynamiser les chemins de fer canadiens grâce à de nouveaux investissements et des règlements plus stricts pour garantir un transport des passagers efficaces et le transport sécuritaire des produits industriels dangereux, dont le pétrole et le gaz.

Les systèmes ferroviaires du Canada sont en déclin dans la plus grande partie du Canada. Des routes ferroviaires qui autrefois transportaient des milliers de voyageurs sont abandonnées. D'Edmonton à Calgary, de Saskatoon à Regina, et d'Halifax à Sydney, toutes ont été abandonnées en dépit de leur rentabilité.

Les députés verts réinvestiront dans nos systèmes ferroviaires, en construisant plus de wagons de train au Canada, en augmentant la rapidité des trains, en faisant progresser le train à haute vitesse et en créant des corridors

écologiques d'infrastructures énergétiques. Un système ferroviaire amélioré rendra le Canada économiquement plus concurrentiel, créera des milliers de nouveaux emplois, réduira les bouchons de circulation et fournira un mode de transport rapide, peu coûteux et sécuritaire dans les principaux corridors des trains de banlieue.

Nous développerons une Stratégie nationale de transport : investir dans les trains de banlieue et étendre le service de VIA Rail. Nous y investirons 600 millions \$ en 2016-2017 avec comme cible 764 millions \$ pour VIA Rail d'ici 2020.

Rééquilibrer les relations entre les trains de passagers et le transport de marchandises commencera par un plan global visant à alléger le fardeau créé en exportant du pétrole non traité par chemin de fer.

De plus, dans le but de réduire le risque pour nos collectivités et d'éviter qu'une tragédie comme celle de Lac-Mégantic ne se produise plus jamais, nous renforcerons

les règlements sur la sécurité ferroviaire du Canada et donnerons aux organismes de réglementation les instruments dont ils ont besoin pour protéger notre milieu contre les déraillements de train, en particulier ceux qui impliquent des matériaux dangereux. Nous financerons des voies de contournement de transport de marchandises et la construction de gares de triage loin des zones peuplées.

5 METTRE FIN AUX EXPORTATIONS DE CHARBON THERMIQUE

Travailler avec les provinces pour garantir l'élimination progressive rapide des centrales thermiques au charbon au Canada.

Comme c'était le cas pour l'industrie de l'amiante, il est inacceptable pour le Canada de profiter de l'exportation de charbon destiné à être brûlé dans des centrales thermiques étrangères pendant que nous nous efforçons d'éliminer son utilisation au Canada.

Alors que l'énergie solaire soit maintenant concurrentielle avec les centrales thermiques au charbon, l'utilisation du charbon au pays et à l'étranger engage le monde sur une voie non durable. Nous devons restreindre l'exportation de charbon thermique à partir des ports canadiens.

6 PRENDRE NOS RESPONSABILITÉS À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DE PARIS

La 21^e Conférence des parties (COP21) des Nations Unies aura lieu à Paris, quarante jours après notre élection fédérale. La COP21 représente la dernière, la meilleure et la seule chance pour l'humanité d'éviter une crise climatique intensifiée et d'empêcher un réchauffement global.

Seule l'élection de députés verts au Parlement peut nous garantir que le Canada jouera un rôle de chef de file lors de ces négociations cruciales. Nous nous engageons à agir pour éviter une crise climatique. Nos députés travailleront toujours au-delà des allégeances partisans étant donné que la seule manière de faire des progrès passe par la coopération et le respect mutuel.

Le Canada a joué un rôle destructeur dans les négociations climatiques durant la longue période au pouvoir de Stephen Harper. Il est plus que temps de rétablir le rôle de chef de file du Canada. Il est révolu l'appui des vieux partis aux nouveaux

oléoducs, à l'accroissement de la navigation de pétroliers et l'expansion de la production de sables bitumineux ; seuls les députés verts montreront la voie par une orientation climatique réaliste et pragmatique. Peu nous importe qui sera félicité pour le retour du Canada sur la scène climatique : nous voulons être élus pour que le travail se fasse.

Nous combattons pour rétablir la réputation du Canada en tant que pays inspirant à un moment charnière de l'histoire de l'humanité.

Les élections du 19 octobre 2015 doivent nous permettre de reprendre en main notre pays.



RICHARD HOSEIN
FLEETWOOD – PORT KELLS

APERÇU DU BUDGET

TOUS LES TOTAUX EN MILLIONS DE DOLLARS	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
STATU QUO					
Recettes budgétaires	294 500 \$	307 600 \$	318 600 \$	332 800 \$	347 900 \$
Dépenses de programmes	263 900 \$	273 000 \$	281 300 \$	292 200 \$	299 600 \$
Frais de la dette publique	28 700 \$	30 400 \$	32 300 \$	33 800 \$	35 200 \$
Équilibre budgétaire (déficit)	1 900 \$	4 200 \$	5 000 \$	6 800 \$	13 100 \$
INITIATIVES DU PARTI VERT					
Changements – impôt des particuliers	4 472 \$	4 556 \$	4 642 \$	4 728 \$	4 815 \$
Augmentation des recettes	34 899 \$	37 885 \$	37 913 \$	37 966 \$	38 040 \$
Augmentation des dépenses	38 895 \$	42 010 \$	42 077 \$	42 498 \$	42 723 \$
Le Parti vert réduit le déficit par rapport au statu quo de	476 \$	431 \$	478 \$	196 \$	133 \$
Équilibre budgétaire (mesures vertes incluses)	2 376 \$	4 631 \$	5 478 \$	6 996 \$	13 233 \$
Équilibre budgétaire (statu quo)	1 900 \$	4 200 \$	5 000 \$	6 800 \$	13 100 \$
Dette fédérale (mesures vertes incluses)	613 946 \$	609 315 \$	603 837 \$	596 841 \$	583 609 \$
Dette fédérale (statu quo)	613 900 \$	609 500 \$	604 400 \$	597 600 \$	584 500 \$
POURCENTAGE DU PIB (MESURES VERTES INCLUSES)					
Recettes budgétaires	14,7 %	14,9 %	15,0 %	15,2 %	15,5 %
Dépenses de programmes	13,2 %	13,2 %	13,2 %	13,4 %	13,3 %
Frais de la dette publique	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,6 %
Équilibre budgétaire	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,6 %
Dette fédérale (ratio dette/PIB)	30,6 %	29,5 %	28,4 %	27,3 %	26,0 %
PIB EN MILLIONS DE DOLLARS	2 003 451 \$	2 064 561 \$	2 125 671 \$	2 186 780 \$	2 247 890 \$

Pour les détails complets sur le budget cliquez sur ce lien : partivert.ca/budget



CHRIS TOLLEY
TORONTO – DANFORTH



PRENDRE L'AVENIR EN MAIN.

2015

www.partivert.ca

1-866-868-3447

AUTORISÉ PAR LE FONDS DU PARTI VERT DU CANADA, L'AGENT PRINCIPAL DU PARTI VERT DU CANADA



PCF TRAITÉ
SANS CHLORE



Imprimé sur du papier 100%
post-consommation recyclé